

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/SPEC/41

27 juin 1996

(96-2469)

Original: anglais

ACCESSION DE LA BULGARIE

Communication de la Bulgarie

La Mission permanente de la Bulgarie a fait parvenir au Secrétariat les renseignements suivants concernant l'imposition d'une surtaxe temporaire à l'importation dans ce pays pour des raisons de balance des paiements, en lui demandant de les communiquer aux membres du Groupe spécial.

Imposition d'une surtaxe à l'importation

Dans le but de prévenir une menace imminente d'une baisse importante des réserves en devises de la Bulgarie, le gouvernement de la République de Bulgarie, en application du Règlement du Conseil des ministres n° 118 du 30 mai 1996 (publié au Journal officiel n° 48 de 1996), a imposé, avec effet au 4 juin 1996, une surtaxe temporaire de 5 pour cent sur les importations de marchandises (sauf pour un nombre limité de produits essentiels à l'économie - voir l'annexe). Le gouvernement a décidé de réagir à cette menace en appliquant les mesures qui perturbent le moins les échanges.

La surtaxe à l'importation est calculée sur la base de la valeur en douane des marchandises importées. Elle est facturée, payée et perçue en même temps que les droits de douane.

Cette surtaxe sera progressivement réduite selon le calendrier suivant:

du 4 juin 1996 au 30 juin 1997	5 pour cent
du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998	4 pour cent
du 1er juillet 1998 au 30 juin 1999	2 pour cent
du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000	1 pour cent.

Elle sera éliminée à partir du 1er juillet 2000.

Justification de l'adoption d'une mesure restrictive

La situation économique du pays s'est stabilisée considérablement en 1995: l'inflation a été jugulée, la croissance économique a repris et la situation de la balance des paiements s'est améliorée. Toutefois, ces gains sur le plan de la stabilisation ont été de courte durée en raison de problèmes profondément ancrés imputables au manque de discipline financière dans le secteur des entreprises et à l'insolvabilité du secteur bancaire. Des années d'immobilisme ont lourdement endetté le pays, lui ont fait perdre le contrôle de sa monnaie et menacent maintenant sa viabilité financière. Depuis le second semestre de 1995, on observe un épuisement des réserves en devises et un regain de pressions sur le taux de change et sur les taux d'intérêt réels.

Puis 1996 a été marquée par une transformation importante du contexte macro-économique, et notamment par un ralentissement de la croissance et une baisse des revenus, une inflation et des taux d'intérêt nominaux plus élevés que prévu, une dépréciation beaucoup plus forte que prévu du lev, un retrait massif de dépôts (particulièrement en devises) dans le secteur bancaire et la perte d'une grande partie des réserves en devises.

Il y a beaucoup d'incertitude quant aux perspectives de la balance des paiements pour 1996. Bien qu'en 1995 la balance globale des paiements ait été positive, la tendance négative s'est manifestée de façon évidente au cours du dernier trimestre de 1995. Au premier trimestre de 1996, le déficit de la balance globale des paiements était de 583,5 millions de dollars EU.

Des facteurs tant externes qu'internes devraient contribuer à réduire le volume des exportations en 1996. Celui-ci devrait diminuer légèrement à cause de la faiblesse de la demande extérieure de certains partenaires commerciaux importants de la Bulgarie, de la baisse des prix internationaux des métaux (produit d'exportation important de la Bulgarie), de récoltes médiocres, de l'augmentation des prix intérieurs de l'énergie, de la restructuration des entreprises et du ralentissement prévu de la production intérieure.

En raison de paiements élevés que doit effectuer le pays au titre des amortissements et d'importantes sorties de capitaux au cours du premier semestre de 1996, tendance dont on ne s'attend pas à ce qu'elle s'inverse complètement au second semestre de l'année, le compte de capital de la balance des paiements devrait se détériorer de façon marquée en 1996 (le déficit passant de 150 millions de dollars EU en 1995 à 647 millions en 1996).

Les réserves officielles (or compris) sont tombées à un niveau dangereusement bas (moins de 1 milliard de dollars EU) et on estime qu'elles ont baissé d'environ 650 millions de dollars EU au cours du premier semestre de 1996.

Dans une telle situation économique, le haut niveau d'endettement extérieur représente un facteur majeur lorsqu'il s'agit d'élaborer une politique et des mesures économiques adéquates.

Les paiements au titre de la dette extérieure atteindront un sommet de 1 186 millions de dollars EU en 1996 et resteront sensiblement au même niveau en 1997 et en 1998, soit respectivement 1 117,3 millions et 1 012,6 millions de dollars EU. Ils baisseront en 1999 et en 2000, mais demeureront malgré tout à un niveau très élevé, soit respectivement 848 millions et 725,5 millions de dollars EU.

La République de Bulgarie est bien déterminée à restaurer la confiance dans sa monnaie nationale et dans sa capacité d'assurer le service régulier de sa dette extérieure. C'est pourquoi le gouvernement a adopté un certain nombre de mesures visant à accroître les recettes budgétaires et à améliorer la situation de la balance des paiements, dont il espère qu'elles lui permettront de conclure un accord de confirmation avec le FMI et d'obtenir un prêt à l'ajustement structurel auprès de la Banque mondiale. La réduction du déficit de financement exige notamment que la balance commerciale dégage un excédent, malgré les effets négatifs sur les exportations dans la conjoncture économique actuelle.

Les mesures adoptées par le gouvernement visent à porter les réserves officielles à 1,3 milliard de dollars EU d'ici à la fin de 1996 et à 1,7 milliard d'ici à la fin de 1997 (un niveau bien inférieur à trois mois et demi d'importation des biens et de services non facteurs), afin d'améliorer la situation de la balance globale des paiements en ramenant son déficit à 244 millions de dollars EU d'ici à la fin de 1996.

Un programme est actuellement mis en oeuvre avec l'aide du FMI et de la Banque mondiale. Le pays a conclu avec le FMI un accord de principe portant sur la réalisation d'un vaste programme

de réforme économique et structurelle destiné à permettre à la Bulgarie de régler de façon décisive les problèmes auxquels elle fait actuellement face et qui comporte des mesures dont le financement sera assuré dans le cadre d'un arrangement du Fonds. Ce programme prévoit notamment la fermeture ou le retrait du système bancaire de la plupart des entreprises d'Etat déficitaires ainsi que la liquidation d'un certain nombre de grandes banques insolvables (à la fois des banques d'Etat et des banques privées). Environ 40 000 personnes perdront leur emploi (c'est-à-dire de 0,1 à 1,5 pour cent de la population active). La Banque nationale bulgare (la Banque centrale) a saisi la Cour d'une demande de mise en liquidation d'un certain nombre de banques commerciales insolvables.

Autres mesures possibles

Après avoir envisagé différentes options pour prévenir la menace imminente d'une baisse importante des réserves en devises du pays, le gouvernement de la Bulgarie a choisi la mesure qui perturbe le moins les échanges. Conformément au Mémorandum d'accord sur les dispositions du GATT de 1994 relatives à la balance des paiements, la surtaxe à l'importation, en tant que mesure fondée sur les prix, est considérée comme perturbant moins les échanges que les restrictions quantitatives ou d'autres mesures analogues, puisqu'elle respecte le principe qui consiste à offrir à tous les partenaires des possibilités égales de participer au commerce international.

Etant donné le nombre très important de produits auxquels elle s'applique, la surtaxe n'est pas destinée à protéger une industrie ou un secteur spécifique de l'économie.

La surtaxe ne sera appliquée que pour réguler le niveau général des importations et ne dépassera pas ce qui est nécessaire pour remédier à la situation de la balance des paiements.

En prenant cette décision, la Bulgarie reconnaît qu'il n'existe pas d'autre choix viable, dans les circonstances actuelles, pour les raisons suivantes:

1. le niveau élevé de sa dette extérieure actuelle l'oblige à recourir avec modération à de nouvelles facilités de crédit qui puissent être utilisées pour soutenir sa balance des paiements;
2. elle doit éviter une baisse importante de ses réserves en devises si elle veut respecter l'échéancier du service de la dette et protéger la convertibilité interne de sa monnaie, indispensable pour la poursuite de la libéralisation de son commerce extérieur;
3. dans le cadre de sa politique économique intérieure, le gouvernement bulgare a déjà utilisé une gamme d'instruments généralement reconnus qui visent à assurer l'équilibre de la balance des paiements par d'autres moyens. La Bulgarie a consenti un effort considérable pour faire avancer sa transition vers une économie de marché. Les réformes de sa politique commerciale et de son régime de change ont principalement consisté à réduire les distorsions des échanges, à encourager le libre jeu des mécanismes du marché et à intégrer le pays dans l'économie mondiale. La surtaxe temporaire à l'importation vise à protéger la mise en oeuvre des mesures de libéralisation et à assurer leur continuité. En imposant cette surtaxe, le gouvernement de la Bulgarie souhaite aussi maintenir sa politique d'accès ouvert aux ressources en devises convertibles pour tous les agents commerciaux, de façon à les encourager dans leurs activités et à promouvoir l'esprit de libre entreprise.

Justification de la mesure au regard du GATT

La surtaxe sera administrée conformément aux procédures énoncées dans les articles pertinents du GATT de 1994, et dans le respect des dispositions de la Déclaration de 1979 relative aux mesures

commerciales prises à des fins de balance des paiements et de celles du Mémorandum d'accord sur les dispositions du GATT de 1994 relatives à la balance des paiements.

La Bulgarie considère que la surtaxe décrite ci-dessus répond au critère essentiel de conformité aux dispositions et pratiques pertinentes du GATT/de l'OMC, étant donné, entre autres choses, les caractéristiques suivantes de cette mesure:

1. les raisons qui ont rendu nécessaire l'imposition de la surtaxe à l'importation entrent dans la catégorie des "facteurs spéciaux" (visés notamment à l'article XII:2 du GATT de 1994);
2. l'effet restrictif sur les échanges ne dépassera pas ce qui est considéré nécessaire pour atteindre l'objectif déclaré que la mesure vise, comme le prévoit le GATT de 1994;
3. la surtaxe à l'importation est fondée sur les prix, elle est uniforme et non discriminatoire, et elle s'applique aux importations visées, quelle qu'en soit la provenance, comme l'exige l'article XIII:1 du GATT de 1994. Elle affecte de la même manière tous les produits et est applicable à tous les partenaires commerciaux avec lesquels les relations commerciales de Bulgarie sont fondées sur l'article XXIV du GATT de 1994;
4. le gouvernement bulgare a l'intention de poursuivre son programme de réforme par des mesures économiques visant à faciliter, et non à limiter, les échanges internationaux. A cet égard, et conformément aux prescriptions du GATT/de l'OMC, la surtaxe sera progressivement assouplie et éliminée, selon le calendrier indiqué ci-dessus;
5. le gouvernement bulgare considère que cette mesure est moins susceptible de perturber les échanges que les restrictions quantitatives à l'importation ou d'autres mesures analogues.

S'agissant de sa politique de change, la Bulgarie entend maintenir, protéger et étendre son régime actuel de convertibilité interne pratiquement sans restriction. De fait, la convertibilité pour ses transactions courantes a été l'un des instruments essentiels de ses efforts de transition vers une économie de marché. La mise en place de contrôle des changes, au lieu de la surtaxe, aurait représenté un renversement inacceptable de cette politique.

ANNEXE

Désignation des produits	Numéro de la position tarifaire
Pétrole brut	ex 2709 00
Gaz naturel	2711 11 00 0
	2711 21 00 0
Energie électrique	2716 00 00 0
Houilles et briquettes	2701
Lignites	2702
Coke et semi-coke de houille, de lignite	2704
Combustible nucléaire	ex 2844 20
Minerais de cuivre et leurs concentrés	2603 00 00
Aluminium sous forme brute	7601
Pâtes chimiques de bois	4703
	4704
Polychlorure de vinyle	ex 3904
Coton	5201
Médicaments	3003
	3004
Sucre de canne brut	1701
Blé	1001
Maïs fourrager	1005 90 00 1
Farine de blé	ex 1101 00 00 0